

L'Inde de Modi : la grande régression ethnonationaliste

vendredi 7 février 2020, par [India Civil Watch](#) (Date de rédaction antérieure : 4 février 2020).

Le gouvernement de l'ethnonationaliste Bharatiya Janata Party (BJP) est au pouvoir depuis 2014. Mais le rythme et la nature de la répression se sont intensifiés depuis mai 2019, lorsque Narendra Modi et son parti ont remporté un deuxième mandat. Utilisant leur majorité parlementaire, ils ont promulgué des lois pour faire avancer leur programme, déchirant le tissu pluraliste de l'Inde dans le but de faire de l'Inde Hindutva, un État ethnonationaliste hindou.

Le BJP a à plusieurs reprises aliéné et nié les musulmans en Inde (201 millions, 15% de la population). Le 1^{er} août, il a adopté une loi modifiée sur le divorce visant les musulmans ; le 5 août, ils ont unilatéralement, sans la contribution des personnes directement touchées, abrogé l'article 370 de la Constitution qui garantissait un statut spécial au Cachemire à majorité musulmane sous administration indienne et soumis la population à des arrestations massives, détention et coupure de courant sur Internet. Le 11 décembre, ils ont adopté la Citizenship Amendment Act (CAA), par laquelle les minorités religieuses des pays voisins peuvent acquérir la citoyenneté indienne, tout en excluant explicitement les réfugiés musulmans (appelés de manière inquiétante « termites » par le ministre de l'Intérieur Amit Shah) et les réfugiés tamouls sri lankais de sa compétence.

La CAA a suivi la mise en œuvre plus large du Registre national des citoyens (NRC), qui a déjà identifié près de deux millions de personnes comme non indiennes. Ils ont été arrachés de leurs maisons et emmenés dans des camps de détention, dont davantage sont construits à cet effet. Dans un pays où, traditionnellement, la possession de documents prouvant la citoyenneté peut être aléatoire et n'est pas universelle, cela a généré une panique généralisée. Et ils ont mis fin aux sièges législatifs réservés aux Anglo-Indiens, une minorité chrétienne dans le pays. Les musulmans, les dalits et les bahujans, les peuples autochtones et les pauvres en général sont les plus touchés. En outre, le 9 novembre, la Cour suprême a ouvert la voie à la construction d'un temple hindou sur le site de la mosquée Babri du XVI^e siècle, démolie en 1992 par des partisans de l'hindutva. En même temps, l'économie a connu un ralentissement sans précédent. Des dizaines de millions d'emplois ont ainsi été perdus et les plus pauvres sont confrontés à une crise sans précédent des moyens de subsistance.

Alors que la stratégie du gouvernement est de recueillir le soutien des musulmans, les gens voient à travers le fascisme hindutva et son attaque sans précédent contre la Constitution et l'identité laïque de l'Inde. Ils se sont manifestés massivement dans tout le pays pour refuser les politiques du gouvernement et résister à l'attaque contre la Constitution indienne et son identité laïque. Souvent dirigée par des femmes, des étudiants et des jeunes, la résistance à l'échelle nationale comprend des populations urbaines et rurales, de tous horizons. Le 8 janvier, 250 millions de travailleurs ont participé à la plus grande grève jamais organisée à l'échelle nationale. Même les partisans de longue date du BJP hésitent. Le gouvernement a été aveuglé par l'ampleur de la résistance populaire et il a utilisé l'appareil d'État, des agents de l'État et des responsables politiques dans les institutions publiques pour réprimer brutalement les manifestations, y compris avec des balles réelles. Des

étudiants de l'université Jamia Millia Islamia et de l'université musulmane d'Aligarh ont été violemment attaqués par la police. Des étudiants de l'Université Jawaharlal Nehru ont été violemment agressés par des hommes de main appartenant à la branche étudiante du BJP. Et les manifestations de solidarité des étudiants à travers le pays ont également été attaquées. Dans l'Uttar Pradesh, manifestant la nature fasciste de l'État, sans motif, les maisons des musulmans ont été envahies par la police qui a attaqué les personnes qui y vivaient en se concentrant sur les jeunes, brisé le contenu de leurs maisons et causé des blessures mortelles et la mort.

À travers le pays, à la suite de l'action des acteurs de l'État ou de leurs partisans, au moins 31 personnes ont été tués et de nombreux blessés graves.

La démocratie est menacée en Inde. Ce qui se passe en Inde a des ramifications dans la région et dans le monde entier. Nous appelons tout le monde à se tenir aux côtés des Indiens qui mettent leur vie en danger pour protéger les peuples marginalisés, leur constitution et la plus grande démocratie du monde.

India Civil Watch

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

India Civil Watch-Montréal

« La grande régression »

<http://alter.quebec/inde-la-grande-regression/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)